



La stratégie de l'Union européenne en Amérique latine

Par [Global Research](#)

Mondialisation.ca, 04 mai 2006

[Le Grain de sable / Attac , n°244, février 2006](#) 4 mai 2006

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#),
[L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Introduction

Cette contribution vise à démonter deux mythes qui ont encore la vie dure en Amérique latine : le mythe du modèle social européen qui serait la base de l'intégration européenne et le mythe du « bon » capitalisme des transnationales européennes opposé au « méchant » capitalisme nord-américain.

Tous les documents stratégiques qui émanent de la Commission de Bruxelles, de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) ou de la BID (Banque interaméricaine de développement) sont empreints de la noblesse d'intention des Européens. Le commerce s'efface derrière la coopération et le partenariat entre égaux (on voit bien par exemple le poids de Haïti ou Sainte Lucie dans ce partenariat entre égaux). Tel est le style du dernier document de programmation de la coopération régionale Union européenne (UE) - Amérique latine, pour 2007/2013. Il prolonge la stratégie adoptée au IIIe Sommet de Guadalajara [1] en mai 2004 dont les objectifs officiels étaient : la cohésion sociale (lutte contre la pauvreté), l'intégration régionale latino-américaine sur le modèle de l'intégration européenne, et enfin une association bi-régionale euro-latino-américaine.

Plus franchement, Chris Patten, le commissaire aux Relations extérieures, affirmait alors : « Notre objectif est l'intégration du bloc régional latino-américain dans le monde occidental ». Il assurait aussi que cette intégration euro-latino-américaine n'était pas incompatible avec la mise en place de la Zone de libre-échange des Amériques (ALCA, sigles en espagnol) promue par les Etats-Unis. Enfin Chris Patten affirmait que l'Union européenne mettait en œuvre des mécanismes de coopération destinés à favoriser l'adoption du programme de libéralisation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

A la veille de ce IVe sommet des chefs d'Etat euro-latino-américain, le mythe de l'Europe sociale n'opère plus aussi aisément.

Au mois de mai dernier [2005], les Français et les Hollandais ont rejeté la constitution européenne (et c'est aussi l'opinion de la plupart des peuples) précisément parce que le modèle social européen a été remplacé par le modèle néolibéral dit social libéral. Les directives adoptées par la Commission, dont la célèbre directive Bolkestein contribuent, les unes associées aux autres, à enterrer le code du travail et les régimes de protection sociale.

La politique extérieure de l'Union européenne est consistante avec sa politique intérieure, consistante avec le consensus de Washington [2] et la programmation des institutions

financières internationales (IFI).

Les pays du Sud détenteurs des principales réserves énergétiques et minières de la planète et de l'essentiel des réserves d'eau et des ressources de la biodiversité sont tenus de mettre leurs richesses à la disposition des transnationales du Nord qui détiennent les technologies et le capital.

L'Union européenne, comme les Etats-Unis, multiplie les traités bilatéraux et multilatéraux en particulier les TPPI (traités de promotion et protection de l'investissement) qui à travers le recours obligatoire à l'arbitrage du CIRDI (tribunal de la Banque mondiale) garantissent aux transnationales des indemnités gigantesques en cas de différend avec les Etats.

Les mythes sont atteints mais les stratèges européens disposent de moyens sophistiqués et puissants pour les faire perdurer.

La sophistication de la stratégie européenne

Lorsque l'Union européenne a lancé sa stratégie en direction de l'Amérique latine à partir du Sommet de Rio de Janeiro en 1999 [3], elle l'a qualifié de « dialogue » et, par un montage institutionnel complexe, elle a mis en avant les principes de partenariat et de coopération tandis que les traités commerciaux apparaissaient comme des appendices.

Les acteurs sont multiples et variés : institutionnels, entreprises, universités, think tanks, banques et également représentants de la société civile.

— La Commission et les 15 000 lobbyistes installés à Bruxelles qui, avec leurs cabinets juridiques fournissent la collaboration de leurs experts.

— L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) élabore des « programmes » de développement pour l'Amérique latine orientant ainsi les investissements des entreprises européennes.

— La BID, la Banque interaméricaine de développement, collabore directement avec la Commission et avec les organisations sociales européennes et latino-américaines, représentant la « société civile ».

— Le MEBF (Mercosur [4]-European Union Business Forum) qui réunit les représentants des transnationales installées en Amérique latine : Telefonica, Lyonnaise Suez, Repsol, Fiat, Renault, Volkswagen, Carrefour, Vivendi BASF etc. Ce forum permanent du patronat participe à l'élaboration des stratégies des entreprises en Amérique Latine.

Au mois de mai prochain, à la veille du Sommet des chefs d'Etat, se tiendra à Vienne le Premier Sommet euro-latino-américain des affaires organisé par la Chambre de commerce de Vienne. Les invités d'honneur seront le directeur de l'OMC Pascal Lamy, le président de la BID Luis Alberto Moreno, le ministre du Commerce du Mexique Sergio Garcia de Alba, le président de la Confédération des industriels de São Paulo, Paolo Skaf, et les intervenants traiteront de biotechnologies, télécommunications, services environnementaux, etc.

— L'ALOP, Association des organisations de promotion. Elle réunit des centaines d'associations et ONG (latino-américaines et européennes) qui sont représentées à Bruxelles et reçoivent des subventions de la Commission.

C'est la BID qui entretient des rapports directs avec l'ALOP et organise et finance ses

rencontres internationales, dont la prochaine aura lieu à Vienne, un mois avant le Sommet des chefs d'Etat.

Selon les stratégies de l'UE, il s'agit d'associer la société civile latino-américaine et européenne aux programmes de coopération et développement. Ces associations sont supposées permettre un rapprochement entre les populations et les institutionnels grâce à une meilleure connaissance du terrain et des besoins.

Le Sommet des chefs d'Etat couronne le forum des affaires tout en confirmant la série de programmes de coopération : AI INVEST, soutien aux entreprises ; « LIS Informatique » ; ALFA Education, aide à la prévention et réponse aux catastrophes naturelles, soutien financier aux cantines populaires de Buenos Aires, soutien financier aux gamins de Bogotá, soutien à la « protection écologique » au Chiapas.

On voit que la coopération est un composé d'assistance technique et de programmes caritatifs.

Réponse aux inégalités par des programmes caritatifs

Le document de la Commission européenne de juin 2002 « Stratégie de l'Union européenne en Amérique latine » contenait un chapitre spécial sur la « cohésion sociale » indiquant que l'UE faisait porter ses efforts en direction des populations les plus marginalisées et spécialement les Afro-américains et les Amérindiens. C'est dans ce cadre que la BID s'est vu confier en juillet - août 2005 une enquête par voie électronique auprès des populations amérindiennes. Les questions posées portaient notamment sur l'attitude des populations à l'égard de l'exploitation des hydrocarbures et des mines se trouvant sur leur territoire.

Les réponses des peuples indigènes ont été quelque peu déconcertantes pour les fonctionnaires de la Banque : presque unanimement, les populations amérindiennes refusent les modalités actuelles d'exploitation pétrolière et minière, de même que les programmes d'exploitation des ressources de la biodiversité tels qu'ils sont en cours.

Cependant, les responsables de la BID font savoir que la Banque « ne se trouve pas liée » par les résultats de cette consultation et surtout lorsque les populations expriment un refus des programmes. Les programmes seront mis en oeuvre dit-on « pour le bien de ces populations ». Ainsi cette « consultation » qui prétendait être l'indicateur de l'esprit démocratique des institutions de l'UE a prouvé qu'on se moque de la volonté des populations ; on prétend simplement qu'elles donnent leur aval aux décisions officielles.

La part des affaires et celle de la coopération

Selon les directives de la Banque mondiale et les directives issues de la conférence de Monterrey, conférence de la CNUCED [5] sur le financement du développement au cours de laquelle les pays du Nord se sont exonérés de responsabilité dans le sous-développement des pays du Sud, la devise est désormais TRADE NOT AID (« du commerce, pas de l'aide »). Les pays du Sud doivent s'ouvrir au commerce et ne compter que sur les échanges internationaux pour se développer.

L'Union européenne applique la devise tout en affirmant sa solidarité envers les victimes de la fracture sociale.

L'aggravation de la pauvreté en Amérique latine depuis la mise en oeuvre de l'ajustement structurel néolibéral montre la faillite du modèle exportateur et depuis 15 ans, les divers

acteurs du mouvement social latino-américain associés au monde académique ont développé une critique lucide du modèle et envisagé des alternatives. La multiplication des soulèvements populaires a entraîné l'arrivée au pouvoir de dirigeants qui entendent corriger ou renverser le modèle dominant.

Le contre-sommet de Vienne : Enlizando Alternativas

Tandis que les stratégies de l'UE et du Forum des affaires exploiteront la solennité du IV^e Sommet des chefs d'Etat d'Europe et d'Amérique latine, un autre événement aura lieu à Vienne : le contre-sommet des organisations sociales d'Europe et d'Amérique latine, « Enlizando Alternativas » [6]. Relier les alternatives nées en Amérique latine avec celles produites en Europe dans un double but : faire la lumière sur le rôle des transnationales en Amérique latine, et montrer que les programmes de coopération ne répondent guère à leur prétendue finalité.

En ce sens il convient de rappeler que la société civile a déjà exprimé de vives critiques à l'égard de la stratégie de l'Union européenne en Amérique latine. Les organisations et ONG regroupées autour de l'ALOP, interlocuteur officiel de la Banque interaméricaine de développement avaient été réunies à Patzcuaro (Mexique) un mois avant le Sommet de Guadalajara en 2004, pour montrer que l'UE fait grand cas de la société civile. Or, surprise, la plupart de ces associations et ONG ont refusé de servir de caution populaire aux décisions des « experts ». Elles ont émis une déclaration qui critique violemment les procédés de l'UE.

- Ces associations refusent de jouer le rôle d'invités de pierre dans les négociations euro-latino-américaines ;
- Elles réclament le droit d'être informées des négociations et le droit d'intervenir dans les processus de décisions ;
- Elles exigent la renégociation de la dette externe et la constitution d'un tribunal international d'arbitrage ;
- Elles exigent l'autonomie des Etats en matière d'orientation de l'économie ;
- Elles exigent une réforme agraire ;
- Elles exigent l'application du pacte des Nations unies sur les droits économiques et sociaux.

Cette rébellion de la part d'organisations de la société civile reconnues et parfois subventionnées par l'UE et la BID est un indice de l'effondrement du mythe démocratique dont s'enveloppe la Commission de Bruxelles.

Ainsi, les organisations sociales indépendantes des organismes de l'UE, ont-elles de plus fortes raisons de critiquer la stratégie de l'UE. Sur cette base, les liens entre organisations sociales européennes et latino-américaines se sont multipliés jusqu'à permettre d'organiser à Vienne un contre-sommet.

Ce contre-sommet aura la forme de plusieurs séminaires ayant les objectifs suivants :

- Montrer que la stratégie néolibérale de l'UE en Amérique latine est destinée à créer le cadre politique et juridique favorisant l'exploitation des ressources du continent (par le truchement des TPPI (traités de protection et promotion de l'investissement)).

— Montrer les effets négatifs des traités de libre-échange existants.

— Montrer que les traités euro-latino-américains font obstacle à l'intégration régionale des pays d'Amérique latine.

— Montrer que l'attention portée aux populations amérindiennes vise surtout le territoire qu'elles occupent, qui contient l'essentiel des ressources énergétiques et des richesses de la biodiversité (la preuve en est que la BID refuse de tenir compte du refus des populations s'opposant à l'exploitation pétrolière de leur région).

Au cours de ce contre-sommet se tiendra un tribunal des peuples devant lequel seront mises en accusation certaines transnationales européennes en raison de violations des droits humains, du droit syndical, du droit environnemental et autres délits ou parfois crimes commis en Amérique latine.

Ce contre-sommet de Vienne vise à renforcer les échanges d'expériences entre mouvements sociaux des deux continents, unir leurs résistances face aux transnationales qui exploitent et asservissent les salariés des deux continents. Il vise à dénoncer les institutions de l'UE qui cautionnent ces entreprises et créent le cadre politique qui les met à l'abri de la révolte populaire.

Contribution basée sur le séminaire organisé le 27 janvier au Forum social mondial polycentrique de Caracas, par Denise Mendez, avec la participation de Hugo Ruiz (Juriste du conseil scientifique d'Attac France et Gabriela Rodriguez, d'Attac Venezuela.

Notes:

[1] [NDLR] Consultez nos articles sur le [Troisième sommet des chefs d'Etat de UE - Amérique latine & Caraïbe \(Guadalajara, mai 2004\)](#), sur le RISAL.

[2] [NDLR] « L'expression « consensus de Washington » est due à J. Williamson (1991). Ce dernier recense dix mesures, qui demeurent d'actualité, appliquées aux PED (pays en développement) et constituant le paradigme à partir duquel les politiques de développement sont pensées depuis une vingtaine d'années.

1. la discipline budgétaire. Les déficits budgétaires engendrent inflation et fuite des capitaux ; 2. la réforme fiscale. Le système fiscal doit tendre à avoir l'assiette la plus large et des taux marginaux de prélèvement modérés ; 3. la politique monétaire doit conduire à des taux d'intérêt positifs et rémunérateurs en termes réels. Les taux doivent être réglementés pour décourager la fuite des capitaux et stimuler l'épargne ; 4. le taux de change doit être flexible, compétitif et favoriser l'accumulation d'excédents commerciaux ; 5. la politique commerciale. Ouverture et libéralisation des importations. Les restrictions quantitatives doivent être éliminées et les droits de douane modérés ; 6. l'investissement direct étranger ne doit subir aucune entrave à l'entrée (politique d'attractivité) ; 7. la privatisation ; 8. la dérégulation : levée des différentes réglementation sur l'investissement, les prix, le crédit... et suppression des rentes de situations ou institutionnelles ; 9. la suppression des subventions publiques aux activités productives au profit des seules activités sociales et éducatives ; 10. la promotion des droits de propriété. »

Extrait de Mehdi Abbas « [La CNUCED XI : du consensus de Washington au consensus de São Paulo ?](#) » (PDF), Chronique n°21, Observatoire des Amériques, juillet 2004.

[3] [NDLR] Premier sommet entre les chefs d'Etat et de gouvernement d'Amérique latine et

des Caraïbes et l'Union européenne.

[4] [NDLR] Le Marché commun du Cône Sud, ou Mercosur, a été créé en 1991. Il rassemble à l'origine le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay. Le Venezuela a entamé son processus d'adhésion en décembre 2005. Plusieurs pays ont le statut de « pays associé » : la Bolivie et le Chili, depuis 1996 ; le Pérou, depuis 2003 ; la Colombie et l'Équateur, depuis 2004.

Consultez les articles sur le « [Mercosur](#) » sur RISAL.

[5] [NDLR] Conférence sur le financement du développement de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement), Monterrey, Mexique, 18-22 mars 2002.

[6] [NDLR] www.alternativas.at, du 10 au 13 mai 2006, à Vienne (Autriche)

La source originale de cet article est [Le Grain de sable / Attac , n°244, février 2006](#)
Copyright © [Global Research, Le Grain de sable / Attac , n°244, février 2006](#), 2006

Articles Par : [Global Research](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca